

# ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre • www.udc.ch • édition septembre 2015



## Immigration de masse 3

Interview de Roger Köppel sur la croissance. Limiter l'immigration vers la Suisse.



## Adhésion insidieuse à l'UE 5

Le Conseil fédéral est prêt à reprendre automatiquement le droit UE. Une impasse.



## Stop au chaos de l'asile 9

Effet d'aspiration des illégaux dans notre économie. Des mesures sont nécessaires.



 Elections au Conseil national et au Conseil des Etats  
Comment voter juste ? Page 14

## Rester libre – votez UDC

L'UDC se bat pour conserver notre beau et exceptionnel pays. Elle s'engage pour la liberté individuelle, la prospérité, la sécurité et un espace vital intact. Ces acquis sont menacés aujourd'hui – par une immigration démesurée, par la violence et la criminalité dans la vie quotidienne, par le risque croissant d'attentats terroristes, mais aussi par l'obsession des politiques de pousser la Suisse dans l'UE. Que celles et ceux qui veulent que la Suisse reste la Suisse se rendent aux urnes le 18 octobre et votent UDC.

Notre pays ne saurait supporter une immigration de quelque 80 000 personnes par an, l'équivalent de la population de la Ville de Lucerne. Les citoyennes et les citoyens ont décidé que cela ne pouvait pas continuer ainsi, faute de quoi la Suisse comptera 10 millions d'habitants dans quelques années et sera complètement bétonnée. Pour obtenir que cette décision du peuple en faveur d'une limitation de l'immigration soit enfin appliquée, il faut envoyer à Berne des politiciennes et politiciens qui visent le même objectif.

L'article sur le renvoi des étrangers criminels n'est toujours pas appliqué alors que l'initiative populaire correspondante a été approuvée il y a près de cinq ans. La raison: hormis les élus UDC aux Chambres fédérales, tous les parlementaires refusent d'expulser les étrangers criminels. Encore heureux que le

peuple puisse les y forcer l'année prochaine grâce à l'initiative de mise en œuvre. Les choses iraient plus vite si les bons représentants du peuple siégeaient au Palais fédéral. Voilà pourquoi ces élections sont si importantes.

Nonobstant le chaos que l'affaire grecque fait régner dans l'UE, la faiblesse de la monnaie européenne, les frontières ouvertes à tous les migrants et l'arrogance centralisatrice de Bruxelles, le Conseil fédéral et la majorité du parlement veulent insidieusement rattacher la Suisse à l'UE. Leur projet d'accord-cadre institutionnel contraindrait la Suisse à reprendre le droit UE et à se subordonner à la Cour de justice UE. Pour empêcher cela, il n'existe qu'un seul choix: aller aux urnes le 18 octobre 2015 pour les élections au Conseil national et au Conseil des Etats et surtout voter UDC.

## Commentaire

### A vous de décider

Le 18 octobre prochain, les Suisses et les Suissesses élisent leur parlement fédéral. Avez-vous participé aux dernières élections? N'allez-vous aux urnes que pour voter sur des projets concrets? Ou en avez-vous assez parce qu'à Berne ils font de toute manière ce qu'ils veulent? Réfléchissez bien! Chaque voix supplémentaire au parlement compte et décide du succès ou de l'échec de vos souhaits en politique à l'égard des étrangers ou en politique européenne.



Etes-vous inquiet devant une immigration sans limite, devant chaque année quelque 30 000 requérants d'asile qui cherchent une vie meilleure en Suisse et devant les énormes abus sociaux et la criminalité qui y sont liés? Alors vous devez aller voter le 18 octobre. L'UDC est l'unique parti qui veut limiter l'immigration et corriger les abus dans le droit d'asile. Voter pour un autre parti, c'est encourager une politique de l'immigration sans borne, une politique du refus de voir la réalité en face.

Les majorités qui se sont dégagées ces dernières années au parlement et au Conseil fédéral étaient de centre-gauche. Les décisions du peuple qui ne convenaient pas à cette majorité étaient tout simplement ignorées – qu'il s'agisse de la limitation de l'immigration, du renvoi des étrangers criminels, de l'internement des délinquants dangereux ou encore de l'interdiction faite aux pédophiles de travailler avec des enfants. Pour corriger ces rapports de majorité, vous devez aller aux urnes. Et si vous souhaitez que la Suisse reste un pays libre et indépendant, vous n'avez qu'un seul choix le 18 octobre: voter UDC.



Toni Brunner, conseiller national, président UDC Suisse



Blaise Courvoisier

au Conseil des États  
Votez la liste UDC

page 11



Raymond Clottu



## Rester libre

au Conseil national  
Votez la liste UDC

page 12

## Il faut de nouvelles majorités au parlement

Les majorités qui se sont dégagées ces quatre dernières années au parlement fédéral se situaient fréquemment dans le centre gauche. L'UDC et le PLR occupent actuellement 87 sièges au Conseil national. Même si on y ajoute, selon les thèmes débattus, quelques représentants des partis du centre, on n'obtient pas les 101 voix nécessaires pour obtenir une majorité fiable au sein de la Grande Chambre.

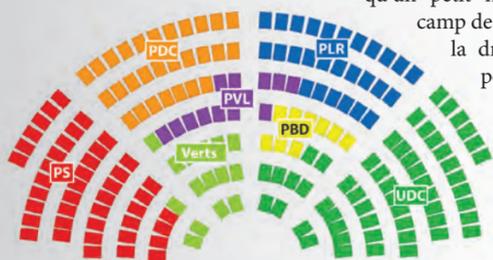


Adrian Amstutz, président du groupe parlementaire UDC, Sigriswil (BE)

La situation est encore plus précaire au Conseil des Etats où l'UDC n'occupe qu'un petit nombre de sièges. Cela signifie concrètement que cette chambre peut, sous la conduite de la gauche, orienter la politique vers plus d'Etat, plus de dépenses publiques,

moins de liberté et une immigration sans borne. Voilà d'ailleurs la principale raison qui a poussé l'UDC ces dernières années à lancer plusieurs initiatives populaires sur des questions importantes, par exemple contre l'immigration de masse, pour le renvoi des étrangers criminels ou encore pour l'autodétermination législative de la Suisse.

Mais pour faire bouger les choses sur un large front, il est indispensable de basculer les majorités au parlement vers le centre droite. Pour atteindre cet objectif, il ne faudrait faire passer qu'un petit nombre de sièges du camp de la gauche vers celui de la droite. C'est dire l'importance capitale des élections fédérales du 18 octobre.



Répartition des sièges au Conseil national

### 02.06.2015 Gonflement de la promotion culturelle étatique



Le Conseil fédéral voulait porter le crédit pour la promotion culturelle à 1,1 milliard de francs pour les 4 années à venir. L'UDC demandait de garder le sens de la mesure et de maintenir les dépenses au niveau actuel. Une forte majorité de centre gauche s'y est opposée.

### 14.02.2012 Extension de la bureaucratie via les mesures d'accompagnement



Au lieu de limiter l'immigration, le centre gauche a approuvé des interventions massives affectant la souplesse du marché du travail. Résultat: plus de bureaucratie, plus de contrôles et d'interventions étatiques.

### 06.05.2015 Explosion des dépenses de la Confédération



L'UDC et le PLR voulaient plafonner les dépenses fédérales, qui ont doublé depuis 1990, à leur niveau de 2014 (64 milliards de francs). La majorité du parlement veut encore étendre l'Etat. Une proposition médiane a été refusée avec une majorité de 8 voix seulement.

### 05.06.2012 Hausse massive de l'aide au développement



Les Chambres fédérales ont accepté sans coup férir une hausse démesurée de l'aide au développement et à l'étranger (environ 3 milliards de francs par an) contre la volonté de l'UDC.

# Nous n'avons pas le droit d'abandonner notre identité

L'immigration massive que subit la Suisse provoquera tôt ou tard de fortes tensions, car il n'est pas possible d'intégrer sans limite toutes les cultures étrangères. Cette immigration a des effets sur l'ambiance à la place de travail et dans les écoles ainsi que sur la culture vécue en Suisse.



L'immigration nette de 80 000 personnes par an conduit tôt ou tard à d'importantes contraintes. On ne peut pas intégrer indéfiniment toutes les cultures étrangères.

C'est une prouesse historique qu'un pays comme la Suisse avec ses quatre langues et ses diverses cultures ait réussi à développer une identité nationale et une cohésion intérieure aussi fortes. Cependant, l'immigration démesurée que subit notre pays aujourd'hui représente une menace pour cette cohésion. Quelque 750 000 étrangers ont immigré en Suisse en chiffre net durant ces dix dernières années. Si ce développement se poursuit, la moitié de la population suisse sera composée dans dix ans d'étrangers et de naturalisés.

### Effets dans tous les domaines de la vie

Aujourd'hui déjà nous ressentons les effets de cet afflux d'étrangers, par

exemple par la propagation de la religion islamique en Suisse. Visages voilés, exigence de cimetières musulmans, demande de reconnaissance de l'islam comme église nationale – autant de thèmes qui suscitent des tensions dans notre société. Des classes scolaires composées exclusivement d'enfants étrangers et des localités comptant une proportion d'étrangers supérieure à 50% sont aujourd'hui une réalité. Un changement culturel s'opère également à la place de travail, par exemple par le biais de chefs étrangers qui occupent les postes de cadres avec leurs compatriotes.

### Les dangers de l'alignement

Mais c'est probablement dans nos têtes que se produit le principal chan-

gement : nous nous alignons, nous prenons des égards excessifs, nous modifions nos habitudes, nous renonçons à des particularités culturelles, tout cela pour ne pas heurter les autres. Il faut absolument que nous corrigions ce cap. Pour que la Suisse reste la Suisse.



Jérôme Desmeules, député suppl. et candidat au Conseil national, Fully (VS)

## La sécurité sociale en péril

46% des chômeurs et des bénéficiaires de l'aide sociale sont aujourd'hui des étrangers. Cette proportion est deux fois plus élevée que la part des étrangers à la population totale. L'immigration de masse a déclenché une bombe à retardement qui fera exploser nos institutions sociales.



Guy Parmelin, conseiller national et membre de la Commission de la sécurité sociale et de la santé, Bursins (VD)

Le Conseil fédéral est désormais contraint d'avouer que les conséquences de l'immigration démesurée

subie par la Suisse sont incalculables. Par exemple, l'AVS bénéficie certes de cotisants supplémentaires grâce à l'arrivée en force d'étrangers, mais ces mêmes cotisants revendiqueront un jour une rente. Ou, en d'autres termes : l'AVS ne peut être financée à long terme selon le principe de la boule de neige.

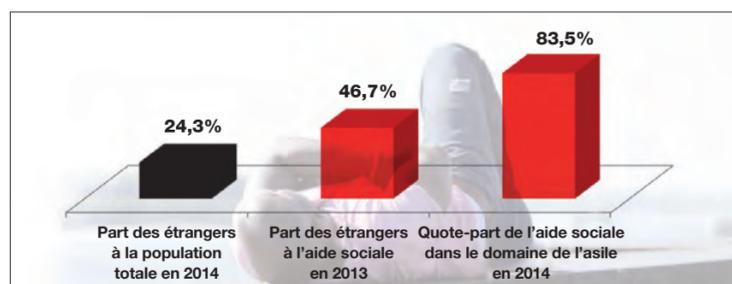
### L'assurance-chômage surchargée

L'assurance-chômage ressent aujourd'hui déjà les effets négatifs de l'immigration. Alors que les Suissesses

et les Suisses versent dans l'ensemble beaucoup plus qu'ils ne perçoivent, les citoyens UE ne financent que 80% des prestations AC qu'ils touchent. Les ressortissants de pays tiers bénéficient même de prestations de chômage égales au triple du montant total de leurs cotisations. Cette situation inacceptable pourrait rapidement s'aggraver si les conditions économiques se détériorent.

### L'aide sociale, un baril de poudre

Mais la situation est particulièrement grave dans l'aide sociale dont les charges ont plus que doublé entre 2003 et 2012 pour atteindre 2,4 milliards de francs. Cette facture est surtout alourdie par le secteur de l'asile puisque plus de 83% de ces personnes touchent l'aide sociale. Ce taux dépasse même 90% pour certains ressortissants comme les Erythréens. Ces personnes ne trouveront sans doute jamais un travail et resteront indéfiniment à charge des communes – d'où une augmentation des impôts et des tensions sociales.



Les étrangers vivant en Suisse touchent deux fois plus souvent l'aide sociale; 8 personnes de l'asile sur 10 reçoivent l'aide sociale.

### Impressum

ÉDITION SPÉCIALE est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | tirage : 1'025'258 exemplaires  
Edition et rédaction : UDC Suisse, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél. 031 300 58 58 |  
Fax : 031 300 58 59 | info@udc.ch | www.udc.ch | Conception et graphiques : GOAL AG für Werbung und Public Relations,  
8450 Andelfingen | Crédits photos : iStockphoto, admin.ch, AZ, parlament.ch, Swisspanorama.ch, Anita Troller  
(InterConnections Zürich), UDC Suisse | Caricatures : Martin Guhl | Imprimerie : DZZ Druckzentrum Zürich AG. Attention :  
ce journal n'est ni une publicité, ni une réclame, mais une information politique. Il doit donc être déposé également dans  
les boîtes aux lettres munies d'un autocollant refusant la publicité. Merci de votre compréhension.

# Ne pas bétonner la Suisse

Chaque seconde la Suisse perd 1,1 mètre carré de terre cultivable. Cela fait sur une année l'équivalent de 4500 terrains de football! L'immigration est le principal facteur activant cette extension de la surface construite. Il faut que nous retrouvions le sens de la mesure pour sauvegarder notre espace vital.



Catherine Buchet, conseillère communale et candidate au Conseil national, Montreux (VD)

L'actuelle immigration de masse de quelque 80 000 personnes par an en chiffre net exige la mise à disposition d'environ 35 000 logements chaque an-

née. Les infrastructures (routes, chemins de fer, écoles, approvisionnement énergétique, eau, eaux usées, etc.) doivent également être adaptées à ce développement.

Les trois quarts du territoire suisse sont improductifs. C'est dire que l'explosion de l'immigration met surtout à contribution des surfaces agricoles cultivables. A mains endroits le Plateau suisse donne déjà l'image d'une agglomération en continue. L'espace vital naturel est pourtant une base essentielle de la qualité de la vie ainsi que de l'approvisionnement alimentaire de notre pays. Nous devrions également laisser profiter nos enfants et nos petits-enfants des beautés exceptionnelles des paysages suisses.

# Expulser enfin les étrangers criminels

Il y a presque cinq ans – en novembre 2010 – le peuple et les cantons ont approuvé l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels. Le but est de faire quitter le pays aux étrangers condamnés pour un délit grave. Malgré la décision claire et nette du souverain, le Conseil fédéral et le parlement refusent toujours d'appliquer cette initiative. Il faudra donc que le peuple tranche une nouvelle fois.

Depuis l'acceptation de l'initiative sur le renvoi, la Constitution fédérale exige que les délinquants étrangers condamnés pour un grave délit violent ou sexuel, pour trafic de drogue, cambriolage et abus des institutions sociales soient expulsés après avoir purgé leur peine et frappés d'une interdiction d'entrer en Suisse. La majorité de centre gauche du parlement vient d'approuver une loi d'application totalement inefficace.

## Au mépris de la sécurité

Au lieu d'appliquer fidèlement l'initiative sur le renvoi, les partis du centre gauche ont adopté une dite « clause pour les cas de rigueur ». Les juges trouveront ainsi toujours un

## Environ la moitié de tous les délinquants sont des étrangers!

Homicide (art. 111–114 CPS):	57,7% étrangers
Lésions corporelles graves (art. 122 CPS):	50,0% étrangers
Cambriolage (art. 139 CPS):	73,1% étrangers
Viol (art. 190 CPS):	61,4% étrangers
Trafic d'êtres humains (art. 182 CPS):	95,7% étrangers
Séquestration/enlèvement (art. 183 CPS):	52,6% étrangers

Source : OFS, inculpés recensés par la police en 2014

motif pour renoncer à ordonner une expulsion : le trafiquant de drogues X a un enfant en Suisse (même s'il ne s'en est jamais occupé); l'assassin Y a déjà vécu quelques années en Suisse, il est bien intégré et d'ailleurs il a fait de grand progrès en prison dans l'apprentissage de la langue française, etc.

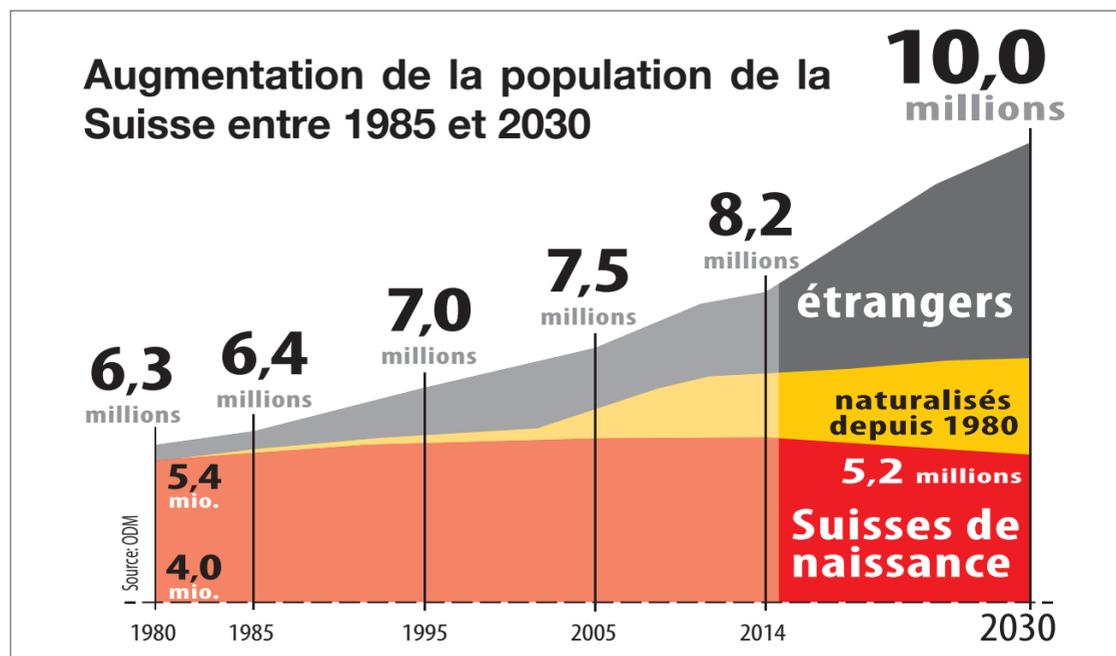
Actuellement, seuls 500 criminels étrangers sont renvoyés chaque année dans leur pays. Un chiffre quasiment négligeable quand on consulte la statistique du groupe d'experts de la Confédération : en vertu de la liste des délits retenue par l'initiative, quelque 16 000 délinquants étrangers devraient quitter chaque année la Suisse. Environ la moitié d'entre eux, donc quelque 8000, sont illégalement en Suisse. Ces chiffres illustrent le risque énorme qu'une pratique d'expulsion laxiste fait courir à la sécurité publique en Suisse.

## Initiative de mise en œuvre

En 2016, le peuple suisse devra se rendre une nouvelle fois aux urnes pour exiger définitivement l'expulsion des étrangers criminels grâce à l'initiative populaire dite de mise en œuvre. Cette initiative comprend une liste de délits qui sera inscrite dans la Constitution fédérale et directement applicable. Ainsi, le souverain pourra s'imposer face au gouvernement et au parlement qui, depuis des années, refusent de faire leur travail.



Raymond Clottu, conseiller national, La Brévine (NE)



Quelque 750 000 personnes ont immigré en Suisse durant les dix dernières années. Si ce développement se poursuit, la population de la Suisse se composera en 2030 de plus de 50% d'étrangers et de naturalisés.

# Combien de migrants supporte la Suisse ?

Roger Köppel, rédacteur en chef de l'hebdomadaire « Weltwoche », répond à une interview d'Édition Spéciale sur les thèmes de la prospérité, de la croissance et de l'application de l'initiative contre l'immigration de masse. Il est temps, dit-il, de prendre activement parti pour le parti de la Suisse.

## La Suisse a-t-elle besoin de croissance économique ?

Roger Köppel : Oui. La Suisse est un pays sans richesse minière et sans colonie. Elle vit exclusivement des efforts et de la créativité des hommes et des entreprises qui y travaillent dans le cadre d'un régime économique aussi libéral que possible.

## Cette croissance dépend-elle de l'immigration ?

Non. Mais une immigration mesurée et gérée selon des critères raisonnables est dans l'intérêt de l'économie suisse. Actuellement, nous subissons une immigration de masse incontrôlée qui nuit à la Suisse et à son économie.

## Une politique libérale ne comprend-elle pas aussi la libre circulation des personnes ?

Non. La libre circulation des personnes est une erreur de construction tout comme l'euro.

## A quelles conséquences vous attendez-vous si l'immigration se poursuit ces prochaines années au même niveau qu'aujourd'hui ?

Plus de criminalité, plus de chômage, des infrastructures de transport surchargées, des institutions sociales encore plus endettées, plus de bétonnage des paysages, plus de stress et d'insatisfaction chez les Suissesses et les Suisses, moins de productivité et moins de prospérité.

## Pourquoi la politique a-t-elle tant de peine à appliquer la décision populaire du 9 février 2014 ?

Les élus politiques ont refusé d'emblée d'accepter cette décision. Le Conseil fédéral et une majorité politique à Berne l'ont combattu âprement et aujourd'hui ces milieux mettent tout en œuvre pour empêcher son application. Depuis peu, même les organisations économiques participent à la campagne contre l'UDC. Ces comportements s'expliquent par des intérêts égoïstes et politiques à court terme. La libre circulation des personnes offre une main-d'œuvre bon marché à l'économie. Comme le parlement, le Conseil fédéral est dominé par le centre-gauche. On veut se rapprocher de l'UE parce qu'à Bruxelles ce sont les politiciens qui décident et non pas le peuple. Les élus suisses cherchent à se débarrasser

d'une démocratie directe devenue inconfortable pour eux. Voilà pourquoi le Conseil fédéral veut conclure avec l'UE un dit accord-cadre qui subordonnerait la Suisse au droit et aux juges UE.

## Que devons-nous faire si l'UE refuse de négocier une adaptation de l'accord de libre circulation des personnes ?

Appliquer l'initiative! L'heure nous est favorable. L'UE croule sous les problèmes. Je ne crois pas que Bruxelles souhaite détruire l'un des derniers pays qui paie ponctuellement ses factures sans qu'on soit au préalable contraint de lui offrir des crédits par milliards.

## Quelle direction la Suisse prend-elle ces prochaines années ?

La Berne fédérale est dominée par la gauche interpartis. Politique de gauche signifie toujours plus d'impôts et de taxes, toujours plus d'UE et toujours plus d'immigration incontrôlée, qu'elle soit légale ou illégale. Je suis cependant optimiste, je crois et j'espère que les forces politiques de droite progresseront à nouveau lors des prochaines élections. Quant à l'UDC, elle est comme un roc dans la tempête.

## Quelle était votre motivation d'entrer en politique ?

Il ne me suffit plus d'écrire. Je ne supporte plus de voir de l'extérieur la Berne fédérale détruire progressivement le modèle à succès suisse. Il est temps de prendre activement parti, de prendre le parti de la Suisse.

## Que croyez-vous pouvoir faire bouger à Berne ?

Je m'engage pour la Suisse. Je défends la

Suisse comme journaliste, aussi face aux attaques de l'étranger, par exemple à la télévision. Si je suis élu – le chemin jusque-là est encore long – j'aurai recours à toutes mes capacités pour empêcher que la Suisse soit bradée à l'UE et finalement détruite. Je veux aussi m'engager pour une meilleure coopération entre forces politiques de droite. Il faut oublier toutes les susceptibilités mesquines. Il s'agit tout de même de la Suisse.

## Roger Köppel

- ▶ Candidat au Conseil national dans le canton de Zurich
- ▶ Rédacteur en chef et éditeur de l'hebdomadaire « Weltwoche »
- ▶ Entrepreneur médiatique et journaliste
- ▶ Marié, père de 3 enfants
- ▶ Né en 1965, domicilié à Küsnacht (ZH)



# Accords bilatéraux, oui ; mais pas à n'importe quel prix

La Suisse est une des économies nationales les plus ouvertes du monde. L'entretien d'échanges commerciaux intenses avec notre voisine, l'UE, va de soi. Cela dit, les relations bilatérales doivent toujours être conçues de manière à assurer les mêmes droits aux deux parties. Elles ne constituent pas un but en soi, contrairement à ce que fait penser le débat actuel.



« Ce serait littéralement suicidaire pour la Suisse que d'abandonner son indépendance, son autodétermination et sa marge de manœuvre politique pour tenter de sauver quelques accords. »

Thomas Matter, entrepreneur, conseiller national, Meilen (ZH)

La Suisse a conclu avec l'UE au total 283 accords bilatéraux qui régissent les domaines les plus divers, depuis l'accord de libre-échange de 1972 jusqu'à l'accord concernant l'échange automatique de renseignements qui n'a pas encore franchi le cap du parlement. Les discussions actuelles portent sur les accords bilatéraux I, donc sur sept contrats qui ont été conclus en 1999. Le peuple et les cantons suisses ont décidé l'an passé que l'un de ces contrats, l'accord de libre circulation des personnes, n'était plus acceptable dans sa forme actuelle, parce que ses conséquences pour la Suisse sont trop négatives. Une immigration de masse de quelque 80 000 personnes par an porte atteinte de plus en plus gravement à l'économie nationale, aux infrastructures, au paysage et à la qualité de la vie.

## Il ne s'agit pas d'isolement

Les six autres accords bilatéraux I concernent les transports terrestres, les transports aériens, les obstacles techniques au commerce, les marchés publics, l'agriculture et la recherche. Ces

accords peuvent être poursuivis du point de vue suisse, mais ils ne revêtent pas tous la même importance pour elle. Par exemple, l'accord sur les transports terrestres intéresse avant tout l'UE. Il faut aussi rappeler que l'accord sur la libre circulation des personnes ne correspondait pas à l'époque à un souhait de la Suisse. La Suisse peut parfaitement y renoncer, car elle peut à tout moment recruter à l'étranger la main-d'œuvre dont elle a besoin si le marché du travail national ne répond plus à ses besoins.

« La Suisse est un important partenaire commercial pour l'UE. »

## Faire confiance à nos forces

Les accords bilatéraux I étant liés entre eux, la question est de savoir ce qui se passe si celui concernant la libre circulation des personnes est résilié. Les six accords bilatéraux mentionnés plus

haut sur le total de 283 seraient en premier lieu concernés. Il paraît cependant douteux que l'UE y renonce. La Suisse est un important partenaire commercial pour l'UE. Elle exporte plus en Suisse que la Suisse n'exporte dans l'UE. Les entreprises UE ne veulent en aucun cas perdre le marché suisse. De surcroît, les échanges commerciaux internationaux sont en premier lieu garantis par les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'accord de libre-échange.

## Ne pas surévaluer les relations avec l'UE

Il existe donc de toute manière une voie pragmatique. L'UE est certes un partenaire commercial important, mais l'économie helvétique doit prendre une orientation globale et ne pas se placer dans une dépendance unilatérale. La crise qui frappe l'euro confirme cette nécessité. Ce serait même littéralement suicidaire pour la Suisse que d'abandonner son indépendance, son autodétermination et sa marge de manœuvre politique pour tenter de sauver quelques accords.

# Rester libre – sans UE

L'indépendance et l'autodétermination avantagent la Suisse dans la concurrence internationale. Ces qualités sont à l'origine de notre succès économique et de notre prospérité. Pour les conserver, nous devons absolument éviter de conclure de nouveaux traités qui permettent à l'UE d'intervenir dans nos affaires.



Nadja Pieren, conseillère nationale, Berthoud (BE)

« La Suisse est parfaitement positionnée comme pays ouvert au monde et non-membre de l'UE. »

La Suisse se porte très bien si on la compare aux pays membres de l'UE. Le succès économique de ces dernières décennies, elle le doit aux faits qu'elle est un pays ouvert au monde, qu'elle n'est pas membre de l'UE et qu'elle décide elle-même de son sort. Notre démocratie directe vivante, notre fédéralisme et notre sens marqué de la liberté personnelle et entrepreneuriale confèrent à notre économie nationale son caractère particulier.

## Sauvegarder l'autodétermination

En raison de pressions extérieures, mais aussi à cause des agissements d'opportunistes politiques dans le pays même, la Suisse a abandonné au fil des ans des avantages qui la rendaient si attrayante pour la création d'emplois, pour des investissements et des innovations. Des qualités importantes comme la protection de la sphère privée, un marché du travail souple et un Etat svelte sont constamment remises en question et même abandonnées à la légère par une majorité politique de centre-gauche. Cette orientation politique est désastreuse parce qu'elle affaiblit l'économie et l'autodétermination de la Suisse.

## Sacrifier nos propres droits

Mais le développement le plus fatal est sans doute l'abandon progressif de notre autodétermination juridique et politique. Nous cédon constamment des compétences à des organisations et tribunaux internationaux. Les traités dynamiques avec l'UE ainsi que les conventions et directives au niveau du Conseil de l'Europe, de l'ONU et de l'OCDE affaiblissent notre démocratie directe, donc l'autodétermination du souverain, du peuple et des cantons. Le développement indépendant du droit suisse est de plus en plus entravé.

## Initiative pour l'autodétermination

L'initiative populaire "Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)" permet de corriger ce mauvais cap. Elle garantit le droit de participation du peuple et l'autodétermination juridique. La pérennité du modèle à succès suisse en dépend.

Signez maintenant !

[www.initiative-autodetermination.ch](http://www.initiative-autodetermination.ch)



« Car ici, c'est moi qui décide ! »



## Hansjörg Knecht

- candidat au Conseil national et au Conseil des Etats dans le canton d'Argovie
- administrateur et copropriétaire de Knecht Mühle SA, Leibstadt
- né en 1960
- domicilié à Leibstadt
- marié avec Rita



Entreprise familiale indépendante, Knecht Mühle SA est une importante minoterie pour le froment et des travaux spéciaux. Elle possède son propre centre de récolte de blé. Fonctionnant 24 heures sur 24 et entièrement automatisée, cette installation fournit des farines de grande qualité pour le pain quotidien de plus de 300 000 personnes.

« Dans la démocratie directe suisse, le peuple est le patron. Ce principe a fait ses preuves. Les représentants du peuple ne sont pas des seigneurs, mais les serviteurs du peuple. »

En tant que chef d'entreprise, Hansjörg Knecht sait qu'il existe encore une grande marge de manœuvre pour décharger l'industrie et, partant, garantir des emplois en Suisse.

# Politique européenne : les dés pipés du Conseil fédéral

Les objectifs de la politique extérieure de la Suisse sont définis à l'article 2 de la Constitution fédérale : « La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays. » Le peuple et ses représentants au Conseil national et au Conseil des Etats sont censés contrôler que la politique extérieure du Conseil fédéral obéisse à ce principe.



Yves Nidegger, conseiller national, Genève (GE)

Qu'en est-il en réalité des objectifs de politique extérieure que poursuit la Berne fédérale ? Le Conseil fédéral et les chambres œuvrent-ils vraiment pour l'indépendance du pays, la sauvegarde des droits démocratiques et la préservation de la neutralité ? La réponse est non. La gauche milite ouvertement pour l'adhésion de la Suisse à l'UE. Le Conseil fédéral et les autres partis, sauf l'UDC, le font plus sournoisement. En ce moment même, le Conseil fédéral œuvre d'arrache-pied pour abolir la voie bilatérale, qui règle les rapports entre la Suisse et l'UE depuis le rejet de l'EEE par le peuple en

1992, au profit d'un futur accord-cadre multilatéral à conclure, dit d'intégration institutionnelle, obligeant la Suisse à reprendre automatiquement les évolutions du droit de l'UE sous le contrôle juridictionnel de la Cour européenne de justice. L'histoire a donné un nom à ce genre d'accord : traité colonial ; un acte par lequel le droit d'une puissance dominante s'applique sur le territoire d'un Etat dominé, lequel en perd bien évidemment sa souveraineté. Cette volonté d'adhésion qui n'ose pas dire son nom explique l'entêtement du Conseil fédéral à refuser de retirer la demande d'adhésion que la Suisse avait déposée avant le vote sur l'EEE en 1992 et la présentation de l'adhésion à l'UE comme « objectif stratégique » de sa politique extérieure.

## Colis piégé

L'UDC n'entre en matière sur des accords avec l'UE que s'ils sont conformes aux intérêts de la Suisse et, bien évidemment, sans une reprise « dynamique » ou « automatique » des évolutions du droit de l'UE qui torpillerait la souveraineté du pays. Plutôt que de se laisser hypnotiser par une UE qui s'enfoncé dans la crise, la Suisse gagnerait à voir plus grand et plus loin en s'engageant plus largement qu'elle ne le fait aujourd'hui sur

des marchés porteurs, là où la croissance est annoncée, ce qui n'est pas le cas de l'Europe. Au lieu de cela, le conseiller fédéral Didier Burkhalter nous annonce à la fin du mois de juin dernier, à la suite d'une discussion de politique européenne, la décision du Conseil fédéral de présenter un « paquet » ne comprenant – en guise de mise en œuvre du 9 février – que de légères et ponctuelles adaptations de la

libre circulation et en contrepartie un accord-cadre de soumission institutionnelle de la Suisse à l'UE. On est à des années lumières du mandat constitutionnel. Le « paquet » proposé n'est rien d'autre qu'un colis piégé.

## Une adhésion qui n'ose pas dire son nom

Un rattachement institutionnel à l'UE correspond à une exigence de Bru-

xelles, qui cherche à étendre son pouvoir sur tout le continent, mais en aucun cas aux intérêts bien compris de la Suisse. Dans leur majorité, les citoyens suisses ne veulent pas d'une reprise « dynamique » de droit UE, ni d'une soumission aux décisions des juges étrangers de la Cour européenne de justice. Ils savent qu'un tel traité ferait de la Suisse un Etat satellite de l'UE et conduirait fatalement à l'adhésion. Ils ne veulent pas renoncer à la Suisse. Le Conseil fédéral le sait, raison pour laquelle il manœuvre sournoisement.

La Suisse a besoin d'une UDC forte, seule capable de tout mettre en œuvre pour que le Conseil fédéral ne parvienne pas à cette adhésion qui n'ose pas dire son nom.

La décision du Conseil fédéral de ne pas révéler son jeu avant les élections fédérales du 18 octobre prochain relève d'une tactique électorale indigne car contraire aux intérêts du pays. L'UDC invite le Conseil fédéral à jouer cartes sur table en informant dans les plus brefs délais les citoyennes et les citoyens, ainsi que le parlement, de ses réelles intentions en politique européenne. Sans manœuvres sournoises ni agenda caché.



Les combines de bas étage du Conseil fédéral : le projet d'accord-cadre avec l'UE prévoit en effet la reprise « dynamique » de droit UE et, en cas de divergences d'interprétation et de litiges, la subordination de la Suisse aux juges étrangers de la Cour de justice UE.

## L'accord-cadre est extrêmement dangereux pour l'économie suisse

L'accord-cadre visé par le Conseil fédéral en vue du rattachement aux institutions de l'UE comporte des risques énormes pour notre économie. La reprise dynamique de droit UE et l'acceptation de la Cour de justice UE comme instance judiciaire suprême dans l'interprétation de ce droit exposerait la Suisse à un flot de régulations d'inspiration socialiste émanant de Bruxelles. Conséquence : l'économie suisse serait attachée par des interventions étatiques et des mesures bureaucratiques hostiles à l'économie d'une ampleur inimaginable.



Jean-François Rime, conseiller national et président de l'Union suisse des arts et métiers, Bulle (FR)

La nouvelle législation concernant les denrées alimentaires indique fort bien la direction que prend aujourd'hui déjà cette reprise dynamique de droit UE. Ce développement s'accéléra et touchera finalement tous les autres domaines importants de la politique économique. La nouvelle loi sur les denrées alimentaires déclenche en effet une vague de régulation avec 29 ordonnances. Elle exige la création de 9 postes administratifs supplémentaires et des investissements par millions dans l'informatique au seul niveau fédéral. Nous pouvons encore empêcher le pire et apporter des corrections au système. Mais avec la reprise dynamique de droit UE, la Suisse serait contrainte de se soumettre aux règles et directives de Bruxelles. L'éco-

nomie suisse serait exposée sans protection aucune à la manie régulatrice de l'UE.

Les branches économiques seront mises sous tutelle et l'appareil bureaucratique se gonflera sans limite. Le même constat vaut pour la protection des consommateurs, la protection de l'environnement ou la prévention. Le droit syndical sera renforcé et des exigences comme la responsabilité soli-

daire, des obligations chicanières en matière de saisie du temps de travail et de réglementation des vacances, de nouveaux quotas, une police des salaires, des plaintes collectives, des tarifs unisexes de type Gender, de longs congés parentaux et d'autres prétextes acquis UE chargeront lourdement l'économie suisse, restreindront la liberté des citoyens, feront augmenter les impôts et détruiront un marché du travail jusque-là compétitif et flexible.



Un accord-cadre avec l'UE renforcerait la frénésie d'une réglementation continue. La conséquence, en plus des coûts élevés, serait l'augmentation du chômage en Suisse.



## L'UE évolue toujours plus vers une centralisation. C'est dire si l'argent de la Suisse intéresse Bruxelles !

## L'UDC en bref

-  Nous comptons environ 90 000 membres.
-  Nous nous engageons pour une Suisse indépendante, libérale et neutre. Nous nous opposons catégoriquement à une adhésion à l'UE.
-  Depuis les dernières élections au Conseil national en 2011, l'UDC a remporté les élections dans 19 cantons sur 24. Elle a donc augmenté le nombre de ses suffrages et/ou gagné des mandats parlementaires supplémentaires.
-  L'UDC compte aujourd'hui 54 sièges au Conseil national et 5 sièges au Conseil des Etats. Elle espère au moins conserver ces mandats lors des élections du 18 octobre 2015.

Informations supplémentaires sur [www.udc.ch](http://www.udc.ch)

## La direction de l'UDC 2014/2015



**TONI BRUNNER**  
Président du parti (SG)



**ADRIAN AMSTUTZ**  
Président du groupe (BE)



**NADJA PIEREN**  
Vice-présidente (BE)



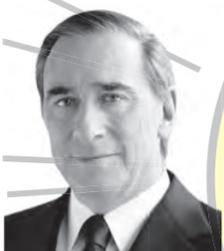
**OSKAR FREYSINGER**  
Vice-président (VS)



**LUZI STAMM**  
Vice-président (AG)



**CHRISTOPH BLOCHER**  
Vice-président (ZH)



**WALTER FREY**  
Vice-président (ZH)



**JUDITH UEBERSAX**  
Vice-présidente (SZ)



**CLAUDE-ALAIN VOILET**  
Vice-président (VD)

La tradition a un nom: UDC.



## Pour que la Suisse reste la Suisse.

L'indépendance, la souveraineté, la démocratie directe, la neutralité et le fédéralisme sont les piliers de notre Etat. Nos ancêtres les ont créés et se sont battus pour les conserver. Nous continuons de les défendre tout en sachant que la liberté n'existe pas sans sécurité. Dans le Pacte fédéral qui marque la naissance de notre Confédération, les fondateurs de notre pays ont juré de ne jamais reconnaître de juges étrangers. Dans son préambule, notre Constitution fédérale stipule que seul est libre celui qui use de sa liberté et que la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres. Fidèles à cette tradition, les candidates et candidats de l'UDC prennent les engagements suivants face à la population de la Suisse:

Nous voulons

-  combattre le rattachement à l'UE et la reconnaissance de juges étrangers afin que nous puissions nous-mêmes décider de notre sort ;
-  limiter l'immigration pour empêcher une Suisse à 10 millions d'habitants, car nous voulons sauvegarder une patrie intacte dans laquelle il fait bon vivre ;
-  expulser les étrangers criminels et combattre les abus dans le droit d'asile afin que nous puissions vivre en sécurité ;
-  des impôts modérés pour tous et moins de régulations étatiques afin de sauvegarder l'emploi.



Réunis le 22 août à St. Luzisteig, les candidates et les candidats de l'UDC aux élections fédérales ont approuvé la promesse électorale.



[www.udc.ch](http://www.udc.ch)

UDC Suisse, case postale 8252, 3001 Berne, CCP 30-8828-5

**DONC, LE 18 OCTOBRE**  
**VOTEZ UDC.**

## Deux questions à notre conseiller fédéral Ueli Maurer

### Comment qualifiez-vous nos rapports avec l'UE?

Ils sont marqués par un malentendu capital: l'UE ne comprend pas que nous voulions rester un pays indépendant et souverain. Elle croit que nous cherchons à nous intégrer dans l'UE. Il est possible que nous n'exprimions pas toujours clairement que tel n'est pas notre objectif – sinon Bruxelles n'exigerait pas aujourd'hui que nous nous subordonnions à son droit et à ses juges. En agissant de la sorte, nous perdrons notre indépendance et nous deviendrons dans les faits une partie de l'UE.



Notre conseiller fédéral Ueli Maurer, chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)

### A votre avis, à quels niveaux la Suisse doit-elle principalement intervenir pour renforcer sa sécurité?

A deux niveaux: d'abord à celui de la sécurité intérieure. La criminalité commence à affecter sérieusement notre qualité de vie. Nombre de personnes sont insécurisées. Nos citoyennes et nos citoyens ont droit à ce que leur intégrité physique, leur vie et leur propriété soient protégées. Il faut sérieusement agir dans ce domaine – notamment en renvoyant enfin systématiquement les étrangers criminels comme le peuple l'a décidé.

Ensuite, nous devons à nouveau équiper notre armée de manière à ce qu'elle soit apte à garantir la sécurité face à des menaces très diverses. N'oublions pas que l'insécurité augmente dans le monde: effondrement des Etats au Proche Orient, propagation de l'Etat islamique, tensions est-ouest accrues et guerre en Ukraine, risque croissant de terrorisme islamique...

# L'UDC proche de vous

De Genève à Coire, d'enrichissantes conversations dans les rues et dans les foires.



BEA, Berne



Saint-Gall



Fribourg



Gare de Zurich



Genève



Luga, Lucerne



Kerns (OW)



Fête de Coire (GR)

## Du parti des paysans, artisans et bourgeois à l'UDC d'aujourd'hui

L'UDC tire ses racines du parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB). Le parti des paysans a été fondé en 1917 à Zurich, le parti des paysans et artisans en 1918 à Berne. Les deux formations se sont réunies en 1921 pour former le PAB qui s'est installé au niveau national en 1937. En 1929, Rudolf Minger, un grand ami du Général Guisan, a été le premier politicien de notre parti à être élu au Conseil fédéral. Extrêmement populaire, Rudolf Minger est aujourd'hui encore considéré comme un des conseillers fédé-

raux les plus aimés et les plus connus de l'histoire suisse. L'heure du conseiller fédéral PAB Friedrich Traugott Wahlen a sonné durant la Deuxième Guerre mondiale.

C'est lui qui est à l'origine du fameux «Plan Wahlen» qui a contribué à l'approvisionnement alimentaire de la Suisse durant ces années difficiles. Même les surfaces vertes des villes ont servi à cultiver des pommes de terre, des betteraves et du blé. Le degré d'auto-approvisionnement de la Suisse en denrées alimentaires a ainsi été porté

de 52% en 1939 à 72% en 1945. En 1971, le PAB a fusionné avec les partis démocratiques de Glaris et des Grisons pour former l'Union démocratique du centre (UDC).

En 1992, l'UDC, seule contre tous les milieux établis, a combattu l'adhésion de la Suisse à l'EEE. Le peuple suisse l'a suivie et a choisi l'indépendance de son pays. Depuis, l'UDC a plus que doublé sa base électorale. La part de l'UDC aux suffrages se situe actuellement à 26,6% au niveau national.



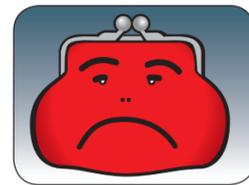
Rudolf Minger et Friedrich Traugott Wahlen, deux personnalités éminentes PAB/UDC. Conseiller fédéral de 1987 à 2000, Adolf Ogi a conquis les cœurs des Suissesses et des Suisses par son dynamisme chaleureux. Christoph Blocher et Ueli Maurer ont fait de l'UDC le premier parti de Suisse. Comme conseillers fédéraux entre 2003 et 2007 (Christoph Blocher) et depuis 2009 (Ueli Maurer), les deux hommes étaient des grands défenseurs de la liberté et de l'indépendance au sein du gouvernement.

## Sans nous ...

... la Suisse serait membre de l'Union européenne (UE)



... les impôts, les redevances et les amendes seraient encore plus élevés



... il y aurait encore plus d'abus dans l'aide sociale



... l'immigration incontrôlée se poursuivrait



... l'expulsion des étrangers criminels ne serait même pas un sujet de discussion



... l'Etat se mêlerait encore plus de la vie des familles



... les automobilistes seraient victimes d'arnaques supplémentaires



... de plus en plus de minarets seraient édifiés en Suisse



## ÉLECTIONS 2015 AU CONSEIL NATIONAL ET AU CONSEIL DES ÉTATS

### Nos points forts:

- ❖ oui à l'autodétermination de la Suisse – non à l'adhésion insidieuse à l'UE
- ❖ pour une politique efficace à l'égard des étrangers et concernant l'asile
- ❖ pour des impôts bas, le renforcement de l'économie et l'assurance de l'emploi

Notre mascotte: le chien de garde Willy  
Suivre Willy sur internet: [www.udc.ch/willy](http://www.udc.ch/willy) ou  
sur Facebook: [www.facebook.com/chierendegardewilly](http://www.facebook.com/chierendegardewilly)



## Interview

## Magdalena Martullo-Blocher, chef de l'entreprise Ems-Chemie



Magdalena Martullo-Blocher au marché Scuntrada à Savognin avec le bœuf «Elvis».



Dans son entreprise avec un apprenti de la production EMS (juillet 2015).



Dans la zone industrielle de Domat/Ems.

**Qu'est-ce qui vous a motivée à entrer en politique ?**

En tant que responsable de la plus grande entreprise du canton des Grisons, je fais tous les jours l'expérience des dysfonctionnements de notre politique nationale et de ses conséquences pour les entreprises et les citoyens. La politique fédérale actuelle est marquée par des connaissances superficielles et des décisions précipitées prises à la légère. Nous sommes entravés par la surréglementation et l'expansion constante de l'Etat.

« Il n'existe guère de branche économique qui ne souffre pas du flot de prescriptions et de mesures bureaucratiques. »

Il n'existe guère de branche économique qui ne souffre pas du flot de prescriptions et de mesures bureaucratiques. Les domaines de l'environnement et de la sécurité sont des exemples typiques. On peut en dire autant pour la souveraineté fiscale et le système social.

**Pourquoi êtes-vous candidate dans le canton des Grisons ?**

Comme dirigeante de la plus grande entreprise grisonne, je suis professionnellement et sur le plan privé étroitement liée à ce canton, et cela depuis plus de dix ans. Je sais donc par expérience ce qui ne va pas. Pour un canton périphérique comme celui des Grisons,

il n'est pas facile de se faire entendre à Berne. Je peux changer cela comme conseillère nationale.

**Pour quelle Suisse vous engagez-vous ?**

Je m'engage pour une Suisse indépendante et fédéraliste, pour une économie performante et une agriculture productive. Je veux me battre aux côtés d'élus politiques qui ont le courage de défendre les forces, les particularités et la liberté de la Suisse.

**Voulez-vous suivre sur plan politique également l'exemple de votre père ?**

Mon intention n'est pas de prendre la succession de mon père. Mon objectif premier est d'améliorer la politique fédérale. Cela est malheureusement toujours nécessaire malgré l'engagement intense de mon père durant plusieurs décennies. Je songe notamment aux négociations en cours avec l'UE dans le but d'imposer à la Suisse la reprise automatique de droit UE et de subordonner la Suisse à la juridiction de la Cour de justice UE. Un parlement avantageusement composé peut empêcher cela.

**Quels sont les principaux défis à relever par l'industrie d'exportation ?**

A côté de la menace de reprise de droit UE, je songe à la politique énergétique de la Confédération et aux innombrables nouvelles réglementations qui entravent la liberté d'action des entreprises. La Suisse doit conserver son taux d'imposition attractif, de même que son

efficace système de formation dual, mais en donnant plus de place aux mathématiques et aux sciences naturelles qui concernent précisément les secteurs de l'industrie d'exportation qui créent le plus d'emplois.

**Comment jugez-vous les relations bilatérales Suisse-UE ?**

La Suisse et son économie se portent beaucoup mieux sans un rattachement à l'UE qui nous empêche d'appliquer les solutions les plus efficaces. Une reprise automatique de droit UE supprime cette marge de manœuvre. Le système politique de l'UE n'est pas favorable à l'économie. Le peuple suisse a accepté l'initiative contre l'immigration de masse. Nous devons l'appliquer et les accords bilatéraux ne sont pas menacés pour autant. Il existe des solutions pratiques à ce niveau. Le Conseil fédéral et les autres partis refusent de les prendre en considération.

**Il est beaucoup question du « tournant énergétique ». Votre avis à ce sujet ?**

Je crois que le Conseil fédéral et de nombreux parlementaires ont entre-temps réalisé que la Stratégie énergétique 2050, qui subventionne si fortement les énergies solaire et éolienne que même la force

« Il n'est pas si difficile de faire une bonne politique. »

hydraulique n'est plus compétitive, n'est pas praticable. Ces milieux n'ont cependant pas le courage de l'admettre et de faire marche arrière. Aujourd'hui on engage des sommes énormes dans des mauvais investissements et on menace l'approvisionnement électrique de la Suisse. Nous ressentirons encore longtemps les effets de cette erreur stratégique !

**Vous êtes mère de trois enfants et chef d'entreprise – comment conciliez-vous ces obligations ?**

Comme toujours : je m'efforce de m'organiser le mieux possible. Il n'est pas si difficile de faire une bonne politique. Une bonne solution ne dépend pas de textes de lois aussi détaillés que possible !

« Le système politique de l'UE n'est pas favorable à l'économie. »

**Magdalena Martullo-Blocher**

- ▶ candidate au Conseil national dans les Grisons
- ▶ chef d'entreprise
- ▶ dirigeante Ems-Chemie membre du comité de l'Association Chimie, Pharmacie, Biotechnologie
- ▶ mariée, trois enfants
- ▶ née en 1969, domiciliée à Meilen et Lenzerheide



## Cesser de criminaliser les automobilistes

Jusqu'ici les automobilistes se faisaient surtout ponctionner fiscalement. Aujourd'hui, ils sont en plus criminalisés. Le programme législatif Via sicura est à l'origine d'un véritable terrorisme d'amendes et d'interventions arbitraires dans la vie privée. Il faut corriger ce mauvais cap. Pressurés par une multitude d'impôts, de taxes et de redevances, les automobilistes sont considérés comme les vaches à lait de la nation.

« Les automobilistes sont considérés comme des vaches à lait. »

révéler par la suite qu'elle ne consommait pas régulièrement de l'alcool, l'autorité la considère désormais comme une alcoolique.

Non seulement elle paie une amende et se fait retirer son permis – ce qui est normal – mais en plus elle se voit imposer un mode de vie durant plusieurs années et notamment des règles strictes concernant sa consommation d'alcool. Elle doit régulièrement déposer des échantillons de ses cheveux pour analyse afin de déterminer sa

consommation d'alcool. Il s'agit là d'une mise sous tutelle inadmissible. Ou prenons l'exemple de ce jeune artisan qui, stressé parce qu'il devait déposer une offre dans les délais, a dépassé la limitation de vitesse sur une route sans trafic, donc sans danger. Le permis lui a été retiré pour plusieurs mois et une amende de 20 000 francs a été prononcée contre lui. Son existence professionnelle est en péril.

**Une police pour les amendes et non pour la sécurité**

Les automobilistes sont désormais criminalisés de manière totalement absurde. On compte aujourd'hui trois fois moins de morts sur les routes qu'il

ya trente ans. Durant cette même période, le nombre de condamnations pour infraction à la loi sur la circulation routière a triplé. Les retraits de permis de conduire ont fait un bond. Les amendes routières représentent aujourd'hui un poste fixe dans les budgets cantonaux et la police est

« Les automobilistes sont aujourd'hui criminalisés de manière absurde. »

chargée de veiller à ces rentrées qui atteignent quelque 700 millions de francs par an. Il est évident que cela n'a plus aucun rapport avec la sécurité routière. En réalité, la présence poli-

cière fait défaut dans d'autres domaines importants pour la sécurité.

**Non à l'arbitraire**

Il n'est pas tolérable que les automobilistes se fassent arbitrairement criminaliser, frappés d'amendes énormes et privés de leur permis de conduire pendant de longues périodes alors que, parallèlement, des cambrioleurs et des voleurs bénéficient de peines pécuniaires avec sursis. Des politiques qui ont perdu tout sens des réalités ont déclenché ce développement avec une législation totalement excessive baptisée Via sicura. Les excès grotesques de cette législation ratée doivent être corrigés dans les plus brefs délais.



Claude-Alain Voiblet, vice-président UDC Suisse, député, candidat au Conseil national, Lausanne (VD)

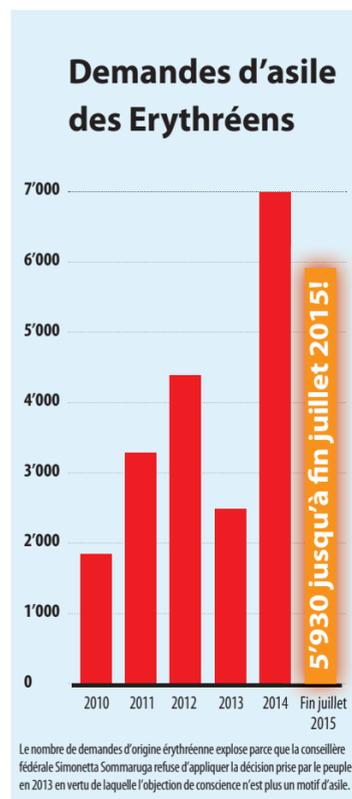
Une jeune femme boit trop d'alcool lors d'une sortie. La police l'arrête lorsqu'elle rentre chez elle sur son scooter et constate un taux d'alcoolémie de 1,6 pour mille. Bien que cette femme n'ait jamais enfreint la loi auparavant et que des analyses supplémentaires des cheveux et du sang aient

# Asile : il faut agir immédiatement !

La situation dans le domaine de l'asile s'aggrave de jour en jour. De plus en plus de clandestins et de migrants économiques parviennent à entrer en Suisse grâce aux bandes de passeurs bien qu'ils ne soient nullement menacés dans leur pays d'origine. Les coûts de l'asile explosent et les cantons et les communes en supportent les conséquences à divers niveaux. Ce développement provoque une inquiétude croissante dans la population. L'UDC invite le département Sommaruga à agir enfin avec détermination et à appliquer les lois en vigueur.



La Confédération prévoit environ 30 000 demandes d'asile pour 2015. 60 % de ces personnes auront le droit de vivre durablement en Suisse, bien que la très grande majorité d'entre elles ne soient ni persécutées, ni menacées dans leur intégrité physique.



Céline Amaudruz, conseillère nationale, Genève (GE)

La Suisse a une longue tradition d'accueil de réfugiés dont la vie ou l'intégrité physique est menacée. Cette tradition est cependant abusée et minée quand n'importe qui parvient à décrocher une autorisation à rester en Suisse juste pour bénéficier de conditions de vie meilleures que dans son pays d'origine. Or, c'est exactement ce qui se

passé depuis quelque temps et ce qui provoque un malaise et des tensions dans notre pays. Grâce aux frontières ouvertes, de plus en plus de personnes affluent en Suisse en cherchant avant tout à profiter des excellentes prestations sociales et médicales de notre pays.

#### De plus en plus d'abus

L'effet multiplicateur de cette mauvaise politique est énorme et ses conséquences deviennent insupportables :

- ▶ Deux tiers des requérants d'asile sont reconnus comme réfugiés ou admis provisoirement. Cette proportion était inférieure à un tiers en 2013 alors que la situa-

tion dans les principaux pays d'origine n'a guère changé.

- ▶ la majorité des requérants d'asile proviennent actuellement d'Erythrée. Il ne s'agit donc pas d'une région en guerre – comme la Syrie, par exemple – ainsi qu'on le prétend souvent.
- ▶ en comparaison internationale, la Suisse a reçu durant les trente années écoulées un nombre de demandes largement supérieur à la moyenne et a donc dû assumer des charges sensiblement

« La majorité des requérants d'asile proviennent actuellement d'Erythrée. »

plus élevées que la majorité des autres Etats européens.

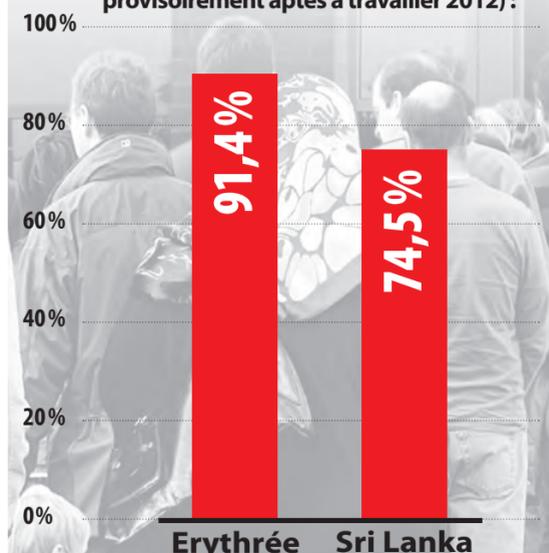
- ▶ les coûts annuels provoqués par l'industrie de l'asile et de l'aide au développement ont entre-temps atteint quelque 6 milliards de francs par an. A lui seul, le secteur de l'asile représente des charges annuelles estimées à trois milliards de francs.
- ▶ ces charges frappent de plus en plus les communes qui, après un petit nombre d'années, doivent assumer la totalité des coûts d'entretien, notamment au niveau de l'aide sociale.
- ▶ les abus sont toujours beaucoup trop nombreux. Un exemple : alors que les personnes du domaine de l'asile représentent

0,6% de la population, elles ont commis l'an passé 4% des violations du Code pénal.

« À la Berne fédérale, seule l'UDC se bat pour une politique d'asile rigoureuse et contre les abus qui ne cessent d'augmenter. »

Le constat est facile à faire : à la Berne fédérale, seule l'UDC se bat pour une politique d'asile rigoureuse et contre les abus qui ne cessent d'augmenter. Plus d'UDC au parlement signifie donc aussi moins d'abus et, partant, moins de coûts.

### Quote-part de l'aide sociale (réfugiés et personnes admises provisoirement aptes à travailler 2012) :



A titre de comparaison, la proportion d'assistés sociaux parmi les citoyens suisses était de 2,2% en 2013.

(Source : réponse du Conseil fédéral à une intervention parlementaire de l'UDC)

## Commentaire

### Depuis 25 ans l'UDC se bat pour une politique rigoureuse à l'égard des étrangers et dans le domaine de l'asile.

Il est urgent d'imposer un moratoire d'au moins un an en politique d'asile. Concrètement : plus de reconnaissances de réfugiés et plus d'admissions provisoires pendant un an. Pour atteindre cet objectif, la Suisse doit à nouveau contrôler de manière autonome ses frontières et empêcher les immigrants clandestins d'entrer. Il s'agit d'appliquer enfin les dispositions légales en vigueur : une personne arrivant d'un Etat tiers sûr n'a pas droit à une procédure d'asile. En contrepartie, la Suisse peut augmenter son aide sur place. Les moyens financiers à cet effet sont disponibles puisque l'aide au développement est dotée d'un budget de 3 milliards de francs par an.

#### Limiter l'immigration

L'immigration doit être immédiatement gérée et réduite sensiblement comme l'exige l'initiative populaire « contre l'immigration de masse » approuvée par le peuple et les cantons. Les instruments nécessaires à cet effet, la clause de sauvegarde dans les accords, la préférence nationale et les contingents, sont inscrits dans la Constitution. Il faut également limiter les droits aux prestations sociales et au regroupement familial. Le mandat donné par le souverain au Conseil fédéral est clair et celui-ci doit enfin agir.

Jean-Pierre Grin, conseiller national, Pomy (VD)



## Avez-vous des questions concernant les élections?



Hotline gratuite: **0800 002 444**

### Informations gratuites et complètes!

A partir du 14 septembre et jusqu'au 17 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections 2015 pour le Conseil national et le Conseil des Etats. Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse?

Nous sommes à votre disposition du lundi au vendredi de 11.00 à 19.00 heures et le samedi de 09.00 à 15.00 heures.

Vos questions par courriel: [elections@udc.ch](mailto:elections@udc.ch)

Rester libre - votez UDC!  
[www.udc.ch](http://www.udc.ch)



# L'UDC est le seul parti...

... qui garantit

- une limitation de l'immigration
- la suppression des abus dans le droit d'asile
- l'expulsion des criminels étrangers
- le refus de tout rattachement de la Suisse à l'UE

Donc, le 18 octobre

## Votez UDC.

[www.udc.ch](http://www.udc.ch)

UDC Suisse, case postale 8252, 3001 Berne, CCP: 30-8828-5



## Concours

# Jeu à découper et à renvoyer



Vignoble du Lavaux

N°



Rade avec le jet d'eau

N°



Pont de la Poya

N°



Musée paysan

N°



Le Cervin

N°



Oskar Freysinger

1



Guy Parmelin et Jean-Pierre Grin

2



Raymond Clottu

3



Céline Amaudruz et Yves Nidegger

4



Jean-François Rime

5

Nos élus UDC au Conseil national, tout comme l'UDC, sont attachés aux valeurs et au patrimoine de notre pays. Trouvez à l'aide des images de quel canton sont issus nos parlementaires romands ?

**1<sup>er</sup> prix : Repas pour deux personnes dans un restaurant de montagne**

**2<sup>ème</sup> prix : Corbeille de produits du terroir**

**3<sup>ème</sup> au 5<sup>ème</sup> prix : Bon de voyage de 100 francs**

[www.welcometosvp.ch](http://www.welcometosvp.ch)

Acheter maintenant la chanson

## Welcome to SVP!

Envoie un SMS avec le texte « SVP 2015 » au numéro 900.

1.50 fr. sera directement décompté sur ta facture de téléphone portable.

## Je m'engage pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination de la Suisse.

- Je souhaite rejoindre l'UDC (une adhésion à l'UDC est comparable à l'adhésion à un club).
- Merci de m'envoyer le nouveau programme **2015 - 2019** de l'UDC Suisse.
- J'aimerais être informé/e sur les activités, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Merci de m'envoyer dès à présent votre newsletter à mon adresse E-Mail.
- Je souhaite soutenir l'UDC financièrement et faire un don de \_\_\_\_\_ francs sur le compte **(IBAN CH80 0900 0000 3000 8828 5, CCP 30-8828-5).**
- Je soutiens l'initiative populaire « Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination) » Merci de m'envoyer \_\_\_\_\_ listes de signatures.
- Concours** : je veux uniquement participer au concours.
- Merci de m'envoyer un CD/DVD avec la chanson Welcome to UDC au prix de Fr. 5.-.

Nom / Prénom

Rue

NPA/Lieu

N° de téléphone

E-Mail

Date / Signature

Merci de renvoyer le formulaire à l'adresse suivante : UDC Suisse, Secrétariat général, case postale 8252, 3001 Berne, Tél. 031 300 58 58, Fax 031 300 58 59, E-Mail : [info@udc.ch](mailto:info@udc.ch)

[www.facebook.com/UDCch](http://www.facebook.com/UDCch)

[www.udc.ch](http://www.udc.ch)





# SPÉCIAL NEUCHÂTEL

Union Démocratique du Centre • www.udc-ne.ch • édition septembre 2015



du canton de Neuchâtel

P. 12-13

## CANDIDATS UDC AU CONSEIL NATIONAL

P. 14

## CANDIDATS JEUNES UDC AU CONSEIL NATIONAL

# Politique migratoire

**Pour une politique de l'emploi qui profite d'abord aux Neuchâteloises et Neuchâtelois, ensuite aux frontaliers !**



Raymond Clottu

Il est important de s'engager à défendre les petites et moyennes entreprises, mais également pour les grandes sociétés qui sont à la base de notre prospérité en générant des places de travail et en favorisant prioritairement la main-d'œuvre neuchâteloise.

Le nombre de travailleurs frontaliers a explosé en Suisse depuis l'entrée en vigueur des accords de libre-circulation des personnes. Un peu plus de 11'000 frontaliers travaillent dans notre canton alors que près de 7'000 personnes sont inscrites au chômage et près de 9'000 autres bénéficient de l'aide sociale. Il n'est pas normal qu'une personne résidant en Suisse, effectuant le même travail qu'un frontalier, soit pénalisée dans son pouvoir d'achat.

Il y a une situation inacceptable entre le taux de chômage à fin juin 2015 (NE 5,1%, CH 3,1%) et les coûts de l'aide sociale qui ont doublé en 10 ans, alors que durant cette période les emplois progressaient de près de 15'000 unités.

La création d'emplois ne doit pas se faire au détriment des résidents neuchâtelois en laissant la facture des coûts du chômage et de l'aide sociale aux contribuables.

Depuis son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2002, la libre circulation des personnes avec l'Union européenne est totale pour les travailleurs frontaliers alors que l'obligation de résidence dans des zones frontalières définies est tombée. Les entreprises ne sont plus soumises aux quotas de permis de travail et à la préférence nationale lors du recrutement. Les travailleurs frontaliers obtiennent leur permis de travail (G) automa-

tiquement dès lors qu'un contrat de travail est signé, avec pour seule obligation de retourner au moins une fois par semaine à leur domicile.

Aujourd'hui ces « nouveaux frontaliers » s'installent à proximité de la frontière helvétique pour y dénicher un emploi. Ils seraient près de 20% en Franche-Comté selon une étude de l'Université de Neuchâtel. Certains de ces frontaliers viennent de Bretagne ou du sud de la France, souvent avec les qualifications nécessaires pour décrocher un emploi dans l'horlogerie ou les soins médicaux.

De plus en plus de jeunes ressortissants du Sud de l'Europe frappé par la crise économique acceptent un emploi à n'importe quelle condition. Il s'agit là d'un enjeu majeur que nous devons combattre pour éviter une sous-enchère salariale qui ferait pression sur les travailleurs indigènes les moins qualifiés avec pour conséquence une aggravation de la situation. La force du franc rend la Suisse plus attractive que jamais pour la recherche d'emploi.

Un contrôle autonome de l'immigration est important afin de garantir la priorité aux travailleurs résidents. Les différences de salaire par rapport à l'étranger ont augmenté et la tentation des entreprises à remplacer les salaires indigènes par une main-d'œuvre meilleur marché venant de l'étranger est là. La pression migratoire se renforce et crée de l'insécurité sociale qui est mauvaise pour l'économie. Il devient vital d'appliquer l'initiative du 9 février 2014 qui réinstalle le principe de la préférence nationale.

Aujourd'hui, l'UDC s'engage afin de faire pression sur le Conseil fédéral pour que ce dernier reprenne en main la question migratoire et développe enfin une législation protégeant la liberté d'entreprendre d'une part et les salaires décents d'autre part.

## RESTER LIBRE



**Blaise COURVOISIER** **Raymond CLOTTU**

**au Conseil des États**

**Votez la liste UDC**



du canton de Neuchâtel



# Soutenir les régions périphériques

Un nouveau modèle de formation des étudiants en médecine pour lutter contre la désertification médicale des régions périphériques.



Blaise Courvoisier

La Suisse souffre d'un manque récurrent de médecins généralistes suite à la volonté de limiter les cabinets médicaux, jugés pléthoriques à la fin des années 1980. Le Conseil

fédéral d'alors incitait les Universités à limiter le nombre de médecins formés par des conditions de passage très restrictives. Cela a abouti à un manque de médecins généralistes en Suisse, bientôt suivi de certains spécialistes. Ainsi les hôpitaux suisses font appel à des médecins étrangers qui viennent assurer le travail dans nos services. Bel exemple d'un pays riche qui se débrouille par une

incitation économique à combler les vides issus d'une étroitesse d'esprit politique.

A la fin de ses études, un étudiant en médecine a une excellente connaissance théorique, mais très peu de pratique. Il poursuit sa formation, essentiellement en milieu universitaire, raison pour laquelle la Suisse « importe » des assistants pour ses hôpitaux périphériques et même certains services universitaires. Puis l'assistant cherche à s'installer là où il a suivi sa formation, créant ainsi une pléthore de spécialistes et de généralistes dans les villes universitaires alors que les régions périphériques se désertifient. De plus, la formation universitaire donne une place trop grande aux pathologies rares, délaissant les situations simples auxquelles le généraliste sera surtout confronté dans son cabinet. Le ratio généralistes/spécialistes s'est ainsi inversé au détriment des omnipraticiens, ce qui concourt à créer des frais excessifs, des prises en charge des patients peu judicieuses, avec des examens parfois inutiles, et des traitements qui peuvent se contredire, entraînant des complications graves, voire mortelles.

Fort de ces conclusions, je propose de revoir drastiquement le mode for-

matif médical en Suisse en abandonnant la formation universitaire de la médecine au profit d'une formation en haute école professionnelle.

La formation de base se ferait en HES pour obtenir un master commun de médecine après 6 ans. Ces HES seraient des extensions d'hôpitaux périphériques dont les médecins chefs seraient les enseignants avec essentiellement une volonté pratique. Puis distinction d'un groupe de diplômés (2/3) qui suivront une formation de spécialistes en hôpital universitaire et l'autre groupe qui terminera son assistantat dans les hôpitaux de formation de base, en périphérie desquels ils s'installeront. Les spécialistes, eux, y ayant effectué leurs études seront aussi plus induits à y revenir. S'installeront. Ce type de formation, totalement novateur, irait de pair avec une nouvelle carte de la densité hospitalière suisse. Les centres périphériques assurant l'essentiel de la prise en charge médico-chirurgicale, il faudrait d'autant diminuer le nombre de lits universitaires qui n'assureraient que des soins très spécialisés.

Ainsi l'on dynamisera médicalement les zones périphériques tout en faisant des économies substantielles.



## Raymond Clottu

Profession: expert-comptable et propriétaire d'un bureau fiduciaire

Fonction: Conseiller national

Domicile: La Brévine

Année de naissance: 1967



### Je m'engage :

- à ce qu'en matière d'emploi, la préférence soit donnée à la main-d'œuvre neuchâteloise et nationale.
- à diminuer l'aide sociale en incitant les gens à travailler.
- à avoir une position ferme sur l'asile et à renvoyer les demandeurs d'asile délinquants.
- à combattre l'adhésion insidieuse à l'UE et pour que le droit suisse prime sur les juges étrangers.



# Comment financer la facture sociale ?

L'aide sociale a doublé en 10 ans à plus de 100 millions et aucun travail pour la collectivité n'est exigé de la part de ceux qui peuvent travailler !



Jean-Charles Legrix

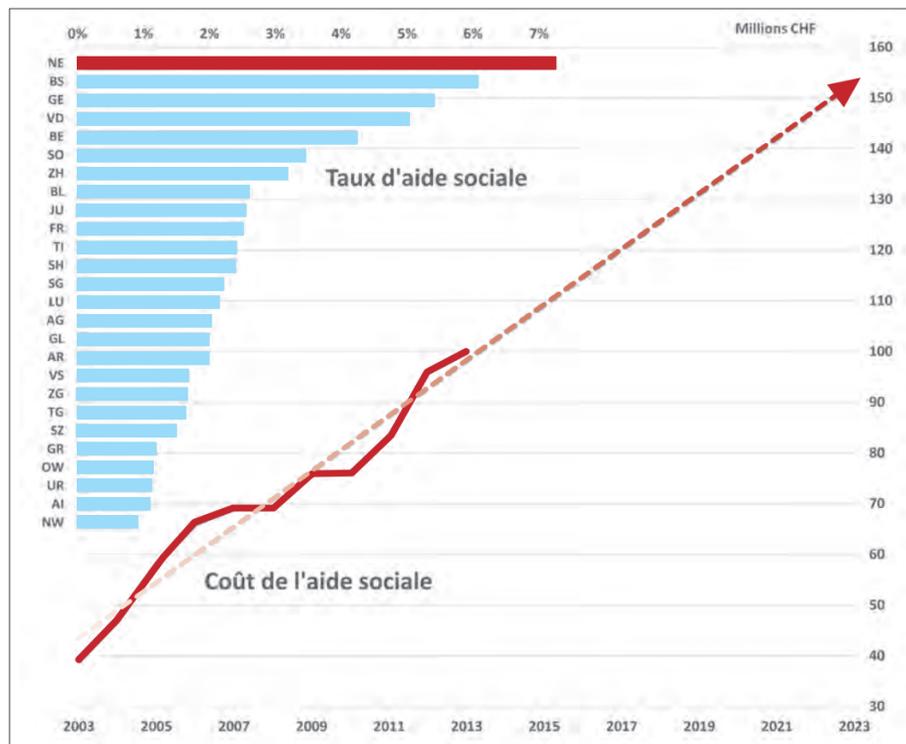
particulier dans le domaine des coûts de l'aide sociale.

Ces coûts ont plus que doublé en 10 ans pour atteindre aujourd'hui plus de 100 millions de francs ! Cela signifie qu'à l'heure de sa naissance, un enfant neuchâtelois doit déjà déboursier près de fr. 600.- par an pour l'aide sociale et cela doit impérativement cesser. Bien sûr, il faut soutenir les personnes réellement en difficulté. Mais à condition qu'elles fassent des efforts de leur côté. A mes yeux, clairement, pour obtenir les prestations de l'aide matérielle, la personne qui en fait la demande devrait travailler au service de la collectivité dès l'obtention de l'aide si elle est apte au travail, ce qui favoriserait sa réintégration dans le monde du travail.

Par ailleurs dans le même temps, les mauvais payeurs se multiplient dans le canton jusqu'à démotiver les créa-

teurs de richesse. Plus de 175'000 réquisitions de poursuite dans un canton de 170'000 habitants, ce n'est pas acceptable. Et, figurant parmi les principaux créanciers, le canton essaie vainement de se faire rembourser impôts et primes d'assurances maladie très élevés, qui asphyxient les ménages.

En réalité enfin, quand le taux d'aide sociale est à Neuchâtel le plus élevé de Suisse (7,3 % contre 3,2 % en moyenne suisse), quand le taux de chômage est le plus élevé de Suisse avec Genève (à plus de 5 %), quand les gens n'ont plus même de quoi payer leur assurance maladie, le nombre de frontaliers a triplé. Et l'Etat ne montre pas l'exemple ! En 2014, l'hôpital public employait quelque 24 % de frontaliers, 40 %



Source: compte de l'État - évolution de l'aide sociale du Canton de Neuchâtel.

dans les Montagnes et 15 % sur le Littoral... Beaucoup de ces emplois pourraient être occupés par des Neuchâteloises et Neuchâtelois, aujourd'hui inscrits au chômage ou à l'aide sociale.

Je veux aller à Berne et siéger au Conseil national pour défendre les droits de toutes celles et de tous ceux qui vivent ici, comme moi, avec les Neuchâtelois.



## Marc Arlettaz

Profession: ingénieur civil EPF

Fonction: Conseiller général de la Ville de La Chaux-de-Fonds, Président de la section UDC Ville de La Chaux-de-Fonds

Domicile: La Chaux-de-Fonds

Année de naissance: 1985

Situation familiale: marié, 1 enfant



### Je m'engage :

- Pour une Suisse indépendante et ne transige jamais sur ses valeurs fondamentales.
- Pour des finances publiques saines, des dépenses de l'Etat maîtrisées et une fiscalité favorable à l'activité économique et à la classe moyenne.
- à préserver le fédéralisme et la proximité entre les autorités politiques et les citoyens.

**Jean-Charles Legrix**

- Profession: directeur financier
- Fonction: Conseiller communal, Député au Grand Conseil NE
- Domicile: La Chaux-de-Fonds
- Année de naissance: 1962
- Situation familiale: marié

**Je m'engage :**

- à lutter contre la folie des grandeurs de l'administration et d'une gauche toujours généreuse avec l'argent des autres.
- à tout mettre en oeuvre pour maintenir l'indépendance et la neutralité de la Suisse.
- à défendre l'emploi et la formation. Notre système de formation et l'amour du travail bien fait sont dans notre ADN et font la prospérité de la Suisse.

# Pression migration insupportable

**Intégration : une affaire privée, n'en déplaise à nos autorités fédérales et cantonales.**



Marc Arlettaz

Depuis 2007 plus de 600'000 personnes, soit plus de trois fois la population de notre canton, ont immigré en Suisse. Aujourd'hui, l'intégration est nécessaire pour préserver l'harmonie entre tous les habitants de notre pays, mais elle passe indéniablement par le respect absolu de notre ordre juridique. Elle nécessite également pour le migrant une participation active à l'activité économique et à la vie sociale, ce qui implique notamment la maîtrise d'une langue nationale.

Une grande majorité des immigrants font spontanément cet effort légitime. En effet, résider dans un pays étranger, c'est y être invité et on se doit donc de respecter ce qui est cher à son hôte.

Notre Gouvernement neuchâtelois ne l'entend pas ainsi. Pour lui, nous avons tout à apprendre des communautés étrangères et pour un peu, nous devrions même nous excuser d'être chez nous, avec nos coutumes étriquées et nos valeurs éculées. Le Conseil d'Etat affirme même que "La variété d'origines, de religions et

de cultures est une source d'enrichissement pour le canton et sa population" !

Dans cette optique, le service de la cohésion multiculturelle (COSM), doté d'un budget annuel de plus de 3 millions de francs, mène divers programmes et manifestations coûteux, qui, plus que de favoriser l'intégration des étrangers, a pour but de nous faire comprendre que c'est aussi à nous de changer. En témoigne ce texte figurant le site web du service précité: "Dans l'optique neuchâteloise, l'intégration des étrangers désigne un processus d'adaptation mutuelle, aux niveaux individuels et collectifs, des populations suisses et étrangères. [...] Il ne s'agit pas d'un alignement unilatéral des étrangers à une sorte de "moule helvétique" qui nierait les racines et références identitaires multiples des populations en présence, mais d'un ajustement réciproque et permanent des uns et des autres".

Est-ce à dire que nous devons un jour jeûner au Ramadan, séparer hommes et femmes dans certains lieux publics ou renoncer à manger du porc pour nous adapter aux "références identitaires" de certains étrangers habitant notre canton? Nous ne pouvons évidemment pas envisager une telle perspective ! Le "moule helvé-



Plus de 600'000 personnes ont immigré depuis 2007, soit plus de trois fois la population du canton.

tique", auquel il est fait référence avec mépris, n'est rien d'autre que les valeurs fondamentales du peuple suisse.

Quant aux racines des populations immigrantes, il n'est évidemment pas question de les nier, mais il s'agit sim-

plement de préserver nos valeurs et notre manière de vivre. Jamais nous ne devons céder devant ces technocrates bien-pensants qui défendent une minorité d'immigrants incapables de s'adapter à leur pays d'accueil!

## Jeunes et formation

**La tendance à l'harmonisation entre les cantons des plans de formation néglige de plus en plus l'aspect pratique : ce système a pourtant fait ses preuves et garantit une meilleure intégration des jeunes dans le monde professionnel.**



Xavier Challandes, Marco Moser, Damien Schär, Loïc Frey, candidats jeunes UDC au Conseil national.

Les écoles sont de plus en plus déconnectées de la réalité du terrain; la diversification des sujets et le manque d'approche sur les éléments essentiels à la sortie des écoles obligatoire

poussent les jeunes dans une incertitude croissante. Les programmes scolaires sont déconnectés des besoins du monde des professionnels et les jeunes peinent de plus en plus à trouver

un travail après les études, faute de bonnes compétences pratiques et linguistiques suffisantes.

De plus, nos racines et nos valeurs sont négligées: l'histoire suisse n'est presque plus enseignée, mais pourtant il est difficile de savoir où l'on va si l'on ne sait pas d'où l'on vient.

En fin de compte on assiste à un nivellement général par le bas avec la baisse constante des exigences suite à la pression d'un monde globalisé qui donne naissance à une génération moins attentive à la qualité de ses connaissances intellectuelles.

Nous devons changer d'orientation. La formation duale doit être encouragée car ce modèle efficace confère une approche pratique qui prépare aux exigences du monde professionnel tout en assurant de solides connaissances intellectuelles et théoriques. Les métiers dont l'économie manque, tels que la médecine, doivent être mis en avant et leurs formations rendues plus attrayantes.

Le blason de l'apprentissage doit être redoré car le système d'apprentissage helvétique est unique en son genre et la haute qualité des diplômés fait beaucoup d'envieux chez nos voisins.

L'apprentissage doit être rendu plus "sexy" aux yeux des jeunes, qui doivent pouvoir y lire leur avenir et un potentiel d'épanouissement. Les programmes scolaires doivent mieux tenir compte des exigences du monde professionnel en s'adaptant aux attentes de ce dernier. Une jeunesse bien formée est l'avenir de notre pays.

L'histoire suisse et l'apprentissage de l'hymne national doivent retrouver leur place sur les bancs scolaires. Une génération qui est consciente de notre histoire est à même de comprendre les valeurs du pays, celles de notre démocratie directe, de notre fédéralisme, qui ont présidé à la construction même du pays.

Aujourd'hui les écoles doivent exiger plus des élèves. Ces derniers ne doivent pas être ménagés mais ils doivent comprendre que le savoir est un trésor. Des exigences élevées garantissent un niveau de connaissances élevé et de forts potentiels au service du pays.

Un plan de formation axé sur la pratique, cohérent et exigeant, est la clef pour que notre pays conserve sa réputation d'excellence et qu'il puisse garder sa prospérité.

**Blaise Courvoisier**

- Profession: chirurgien FMH
- Domicile: La Chaux-de-Fonds
- Année de naissance: 1955
- Situation familiale: marié, 2 enfants

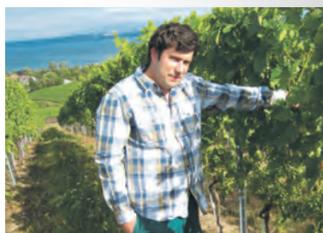
**Je m'engage :**

- Pour une réforme des études de médecine et des écoles professionnelles, afin de résoudre le problème de pénurie médicale extra urbaine.
- à conserver une justice sociale qui ne soit pas un oreiller de paresse pour ceux qui sont en recherche d'emploi ni une porte ouverte à des abus.
- à encourager l'initiative individuelle et la prise de responsabilités personnelles en luttant contre le paternalisme étatique.



### Xavier Challandes

- Profession: vigneron / caviste
- Fonction: Député au Grand Conseil NE et membre du bureau
- Domicile: Milvignes
- Année de naissance: 1991
- Situation familiale: célibataire



#### ► IMMIGRATION, SÉCURITÉ ET ARMÉE:

pour une immigration contrôlée, raisonnable et une sécurité renforcée des citoyennes et des citoyens par une armée de milice conséquente et équipée.



### Loïc Frey

- Profession: agriculteur
- Fonction: Député au Grand Conseil NE
- Domicile: Val-de-Travers
- Année de naissance: 1991
- Situation familiale: célibataire



#### ► AGRICULTURE:

pour une agriculture productive qui approvisionne la population en denrées alimentaires saines et produites près des consommateurs.

## Voici comment voter correctement dans le canton de Neuchâtel

### 1. Ouvrez l'enveloppe électorale où vous trouverez les documents suivants :

- Les bulletins électoraux pré-imprimés pour les élections au Conseil des Etats
- Les bulletins électoraux pré-imprimés pour les élections au Conseil national
- 2 petites enveloppes
- La carte d'électeur au niveau fédéral

### 2. Elisez vos représentantes et représentants UDC :

Pour le national vous avez le choix entre deux listes UDC (liste standard ou liste Jeunes). Prenez une des 2 listes pré-imprimées avec la désignation du parti « **Union démocratique du centre (UDC)** » de votre choix, glissez-la dans l'enveloppe correspondante.

Prenez la liste pour le Conseil des Etats, glissez-la dans l'enveloppe correspondante.

### 3. Signez la carte d'électeur

### 4. Placez le tout dans la grande enveloppe :

Placez les 2 petites enveloppes fermées et la carte d'électeur, avec votre signature, dans la grande enveloppe de manière à ce que l'adresse de la commune soit visible par la fenêtre de l'enveloppe. Si nécessaire, affranchissez l'enveloppe et mettez-la dans la boîte aux lettres postale ou dans celle de votre commune.

### 5. Envoyez :

Mettez l'enveloppe au plus tard **jusqu'au 15 octobre à la Poste en courrier A** ou **jusqu'au 16 octobre dans la boîte aux lettres de votre commune**, ou allez à l'urne le week-end des élections, au plus tard le **samedi 17 octobre 2015 avant 17h00**.



### Marco Moser

- Profession: apprenti installateur électricien
- Domicile: Cressier
- Année de naissance: 1997
- Situation familiale: célibataire



#### ► EMPLOI ET FORMATION:

pour un marché de l'emploi accessible à la jeunesse, un plan de formation axé sur la pratique et tenant compte des besoins de la société. Pour l'indépendance et la souveraineté de la Suisse.

## Finances publiques : le temps du changement

**La Confédération et notre Canton dépensent sans compter. La démesure nuit à la prospérité de la Suisse et étouffe la population sous une pression fiscale difficilement supportable.**

Les impôts ne cessent d'augmenter, de nouvelles taxes s'ajoutent chaque année au budget déjà très lourd des familles et de la classe moyenne, appauvrissant toujours plus les contribuables, qui peinent à joindre les deux bouts et augmenter leurs activités lucratives. Les jeunes sont les premières victimes de ces débordements financiers. La génération actuelle sera sans nul doute la première à vivre moins bien que celle de ses parents, depuis longtemps.

### Quelles sont les dépenses qui plombent notre économie ?

Actuellement, trop d'argent est dépensé pour l'aide sociale ; cette prestation complète est devenue une véritable mine d'or pour nombre de personnes, qui ont plus d'intérêt à rester à l'aide sociale qu'à se réinsérer dans la vie professionnelle. Pourtant des gens réellement dans le besoin se voient refuser parfois toute aide, quelle qu'elle soit.

### « Notre génération vit avec la carte de crédit de ses enfants. »

Des aides considérables sont également versées à une population étrangère toujours plus importante ; pourquoi le peuple suisse doit-il supporter une charge toujours plus lourde afin de financer des personnes qui n'ont jamais contribué au fonctionnement du pays ? Aider les réfugiés dans le besoin est une chose, mais il faut garder le sens de la mesure.



Source : UDC Suisse.

D'autres dépenses faramineuses sont à déplorer ; nos gouvernants complexifient toujours plus les tâches politiques, les rendant de moins en moins accessibles aux politiciens de milice, qui se reposent sur un fonctionariat toujours plus fort. Ce "pouvoir" toujours plus large accordé aux fonctionnaires à un coût exorbitant, au détriment d'autres secteurs pourtant plus vitaux, comme l'agriculture, la défense nationale et la formation. Enfin, la gauche ne cesse d'instaurer de nouvelles taxes, directes ou déguisées, qui plombent littéralement le pouvoir d'achat des citoyens, avec la volonté de financer un Etat toujours plus gourmand.

### Quelles solutions ?

L'Etat doit retrouver le sens de la mesure ; ne pas dépenser plus que ce qu'il ne peut en gagner. Les abus de l'aide sociale

doivent être combattus au moyen de contrôles plus rigoureux des bénéficiaires de cette aide ainsi que par la redéfinition des critères d'attribution. Les aides doivent être accordées en priorité aux citoyennes et aux citoyens suisses. L'aide accordée aux étrangers doit être mesurée et raisonnable sans péjorer le bien-être des autres citoyens.

L'aide sociale doit redevenir une aide de transition, mais surtout pas un instrument sur lequel on peut se reposer sans être inquiet. La structure doit être repensée afin d'être la plus dissuasive possible. En ce sens, nous pouvons imaginer instaurer une contre-prestation de la part des bénéficiaires, comme des travaux d'intérêt communautaires.

L'Etat doit réduire son fonctionnement au minimum nécessaire.



### Damien Schär

- Profession: employé de commerce
- Fonction: Député au Grand Conseil NE et Trésorier des Jeunes UDC Suisse
- Domicile: Milvignes
- Année de naissance: 1990
- Situation familiale: célibataire



#### ► FINANCES ET IMPÔTS:

pour une réduction des ingérences de l'Etat dans les affaires privées, une baisse des impôts et une diminution massive de la bureaucratie qui étouffe financièrement notre canton et notre pays.

**Avez-vous des questions concernant les élections?**

**Hotline gratuite: 0800 002 444**

Renseignements compétents et gratuits! Du 14 septembre jusqu'au 17 octobre vous pouvez vous renseigner gratuitement sur les élections 2015 au Conseil national et au Conseil des Etats. Nous sommes à votre disposition du lundi au vendredi de 11.00 à 19.00 heures et le samedi de 09.00 à 15.00 heures. **Questions par courriel: elections@udc.ch**